

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC diner 118 rue de Courcelles 75017 Paris, samedi 10 Juin 2023 & les dernières nouvelles

La Section de Paris de l'Organisation Terre et Culture (Land and Culture Organization aux USA) vous invite à un dîner convivial

le SAMEDI 10 JUIN à partir de 19h30

dans la salle du Centre Culturel Alex Manoogian

118 Rue de Courcelles, 75017 Paris.

Grâce à l'énergie et à l'implication de nos jeunes membres et volontaires,

cette soirée festive sera une belle occasion

de nous retrouver, d'évoquer nos souvenirs et de renouveler nos engagements

Merci de faire vos réservations auprès de

Nanor: 06 60 98 68 53 ou auprès du secrétariat: 01 48 97 42 58

Participation : 50€ & 30€ pour les moins de 25 ans

photo ; D.R.

Pour la Section de Paris,

Nelly Kaprélian



& les dernières nouvelles :

Le Premier ministre mécontent du résultat des discussions avec la Russie sur la fermeture du corridor de Latchine

L'un des sujets abordés la semaine dernière lors des discussions trilatérales entre l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan était la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh et la fermeture illégale du corridor de Latchine, a déclaré le Premier ministre Nikol Pachinian le 29 mai.

L'Arménie a également discuté de cette question avec la Russie, et les résultats de la discussion ne sont pas satisfaisants, a-t-il continué.

S'exprimant lors d'une session de la commission parlementaire mixte pour les débats préliminaires sur le rapport budgétaire du gouvernement pour 2022, M. Pachinian a déclaré que la situation militaro-politique dans la région restait assez tendue.

« En outre, cela est lié non seulement à nos relations difficiles, mais aussi aux processus mondiaux en cours, aux événements qui se déroulent dans les relations de la Russie, de l'Ukraine, nous recevons maintenant des rapports très alarmants sur les événements qui se déroulent à la frontière de l'Iran et de l'Afghanistan, et ainsi de suite. Nous avons adopté un programme de paix, une stratégie de paix, et nous faisons tout notre possible pour donner vie à ce programme », a déclaré M. Pachinian.

À propos des négociations trilatérales qui se sont tenues à Moscou la semaine dernière, le Premier ministre arménien a déclaré que l'un des sujets abordés concernait la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh et la fermeture illégale du corridor de Latchine. « Nous avons également discuté de ce sujet avec nos partenaires russes. Je ne peux pas dire que les résultats de cette discussion aient été satisfaisants. Nous devons noter qu'il s'agit d'une situation très regrettable. J'ai également eu l'occasion de dire publiquement que la fermeture du corridor de Latchine s'est déroulée devant et en présence de soldats de la paix russes, ce qui est certainement très préoccupant. Nous poursuivrons nos discussions, y compris avec nos partenaires russes, en vue de résoudre cette situation », a-t-il affirmé.

Le corridor de Latchine – la seule route reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et au reste du monde – est bloqué par l'Azerbaïdjan depuis le 12 décembre 2022. Le 22 février 2023, la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction des Nations unies, a ordonné à l'Azerbaïdjan de « prendre toutes les mesures à sa disposition » pour assurer la libre circulation des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Lachin, dans les deux sens.

L'Azerbaïdjan a jusqu'à présent ignoré cet ordre.

En outre, en vertu de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 – l'accord de cessez-le-feu 2020 du Haut-Karabakh, le contrôle du corridor de Latchine devrait être exercé par les forces de maintien de la paix russes.

2. Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

[Nouvelles menaces d'Aliev contre l'Arménie et le Haut-Karabakh – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com/fr/nouvelles-menaces-d-aliev-contre-l-armenie-et-le-haut-karabakh)

Nouvelles menaces d'Aliev contre l'Arménie et le Haut-Karabakh

C'est devenu une habitude pour le président azerbaïdjanais Ilham Aliev. A peine a-t-il quitté la table des négociations avec l'Arménie et alors même qu'il se prépare à s'y rasseoir, le très autoritaire leader azéri se livre à des diatribes enflammées contre les Arméniens, les menaçant de recourir à la force et y recourant éventuellement. Il n'a pas dérogé à ses habitudes dimanche 28 mai en prononçant, trois jours après une rencontre avec le premier ministre arménien Nikol Pachinian sous l'égide du président russe Vladimir Poutine à Moscou, un discours très musclé depuis la localité hautement sensible de Latchine, aux portes du Karabagh, où ses forces ont pris position en avril dernier en installant un checkpoint qui durcit le blocus imposé depuis plus de cinq mois au territoire arménien contesté.

Le président Aliev, qui doit rencontrer une nouvelle fois Pachinian le 1^{er} juin, mais

cette fois sous l'égide de l'Union européenne, à Chisinau, en Moldavie, a déclaré à cette occasion qu'il ne pouvait se contenter de la reconnaissance par l'Arménie de la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh, et que les autorités arméniennes devaient se plier à une série d'autres conditions posées par Bakou. En d'autres termes, grisé par la victoire de 2020 et par l'impunité totale que lui assure, plus que jamais, l'antagonisme exacerbé par la guerre en Ukraine opposant les parrains russe et occidentaux du processus de négociations arméno-azéri, Aliev fait monter les enchères, exigeant de l'Arménie qu'elle aille plus loin encore dans un compromis qui, à ce stade, vaut déjà à Pachinian de vives critiques, tant à Stepanakert qu'à Erevan.

Au nombre des conditions posées par l'Azerbaïdjan, figure la délimitation de la frontière arméno-azérie telle que voulue par Bakou et l'ouverture de ce « corridor du Zanguezour » qui donnerait à l'Azerbaïdjan un libre accès à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l'Arménie, dans le mépris de la souveraineté de celle-ci. "Ils ne doivent pas oublier que les villages arméniens sont visibles d'ici", a déclaré Aliev depuis la ville désormais frontalière de Latchine, dans une menace ouverte de recours à la force, que son armée mettait à exécution d'ailleurs dans le même temps en enlevant deux soldats arméniens à la faveur d'une incursion dans une zone frontalière de l'Arménie.

Face à ces nouvelles déclarations belliqueuses, Pachinian a rétorqué en rappelant que les menaces allaient à l'encontre de la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale sur laquelle s'étaient engagés les deux pays du Sud Caucase et qu'il avait réaffirmée, avec Aliev, lors de leur rencontre de Bruxelles du 14 mai. "Je pense que tant l' Azerbaïdjan que nos partenaires internationaux devraient au moins clarifier s'il s'agit d'un renoncement aux engagements pris à Bruxelles ", a déclaré le premier ministre arménien devant les députés arméniens en précisant que les diplomates arméniens devraient « obtenir une réponse à cette question de nos partenaires ”.

Pachinian avait provoqué une vague de critiques en Arménie et au Karabagh lorsqu'il avait confirmé, à l'issue du sommet de Bruxelles, sa disposition à reconnaître le Karabagh comme une partie de l'Azerbaïdjan dans le cadre du traité de paix en cours de discussions entre Bakou et Erevan. Il avait précisé que le traité devrait en appeler à un cadre international pour régler la question des " droits et de la sécurité " de la population arménienne du Karabagh.

Mais c'est trop demander à Aliev, qui semblait clairement hostile dimanche à un tel mécanisme. Pour le président azéri, les Arméniens du Karabagh n'ont d'autre

alternative que de dissoudre leur gouvernement et leurs institutions et d'accepter sans condition l'autorité de l'Azerbaïdjan. "Tout le monde sait que l'on peut mener n'importe quelle opération [militaire] sur ce territoire", a menacé Aliev en ajoutant : "C'est pourquoi le Parlement [du Karabagh] doit être dissout, celui qui se présente comme le président [du Karabagh] doit se rendre et tous les ministres, députés et autres officiels doivent démissionner. Alors seulement on pourra parler d'amnistie".

Arayik Harutiunian, le président du Karabagh, a rejeté ces menaces lundi. Sa porte-parole a déclaré que les exigences d'Aliev signifiaient aussi qu'il "reconnait la légitimité et l'importance de nos institutions". Aliev avait déjà clairement montré en avril qu'il ne voulait pas entendre parler de pourparlers avec les autorités arméniennes de Stepanakert sous médiation internationale. Les Arméniens du Karabagh "doivent vivre sous l'autorité de l'Azerbaïdjan ou quitter" leurs terres ancestrales, avait menacé Aliev.

Deux députés du Karabagh ont indiqué qu'Aliev avait durci de telles menaces du fait même des importantes concessions que Bakou : avait déjà obtenues de Pachinian. Ce dernier a souligné qu'il était peu probable qu'un traité arméno-azéri soit signé à Chisinau dans ces conditions.

3.Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

[Washington poursuit ses efforts dans le processus de négociations \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Washington poursuit ses efforts dans le processus de négociations arméno-azéris

Au lendemain d'une rencontre entre le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azéri Ilham Aliev, le jeudi 25 mai, au Kremlin à Moscou sous l'égide du président russe Vladimir Poutine, les Etats-Unis poursuivaient leurs efforts dans le cadre d'un processus de paix arméno-azéri qu'ils sont décidés

à soustraire à l'arbitrage de la Russie, dont le leader arménien avait d'ailleurs réaffirmé, à l'issue du sommet moscovite, qu'il ne répondait pas aux attentes des Arméniens, singulièrement pour ce qui concerne le blocus imposé depuis plus de cinq mois au Karabagh par le régime de Bakou, qui n'est guère disposé à le lever, malgré les appels en ce sens de la Russie et des Occidentaux.

L'envoyé spécial américain pour les négociations arméno-azéries effectuait ainsi une nouvelle visite en Arménie et en Azerbaïdjan en vue d'encourager les discussions sur un accord de paix entre les deux pays ennemis du Sud Caucase, accord dont Pachinian a d'ailleurs souligné qu'il ne serait sans doute pas à l'ordre du jour non plus de la réunion prévue le 1^{er} juin à Chisinau, en Moldavie, où il doit rencontrer en marge du sommet de la communauté politique européenne le président Aliev, sous l'égide du président du Conseil européen Charles Michel, en présence du président Emmanuel Macron et du chancelier allemand Olaf Scholz. Le diplomate américain, Louis Bono, poursuit néanmoins des efforts en ce sens, et a rencontré Nikol Pachinian, son ministre des affaires étrangères Ararat Mirzoyan ainsi qu'Armen Grigorian, le secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie, lors de sa visite à Erevan vendredi.

Le cabinet de Pachinian a fait savoir qu'il avait présenté "les approches de la partie arménienne concernant le règlement des principales questions en suspens", sans fournir plus de précisions. De son côté, le ministère arménien des affaires étrangères a signalé que Mirzoyan et Bono avaient procédé à un état des lieux du « processus de normalisation » arméno-azéri, en passant en revue les divergences persistantes entre les deux parties. Citant Mirzoyan, il a souligné l'importance du non recours à la force, de la "sécurité des frontières" et d'un "mécanisme internationalement garanti pour le dialogue" entre Bakou et les autorités arméniennes du Haut-Karabagh. Bono avait rencontré le ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères Jeyhun Bayramov à Bakou mercredi.

Selon le compte-rendu de la rencontre diffusé par les autorités azéries, la discussion aurait porté essentiellement sur le projet de traité de paix, pour lequel Bakou se montre d'ailleurs bien plus optimiste qu'Erevan, ainsi que sur le bilan des récents pourparlers arméno-azéris sous l'égide des Occidentaux, organisés par l'Union européenne et ses alliés américains. "Comme nous l'avons déjà signalé, nous pensons qu'un accord est à portée, et nous continuerons à encourager les deux parties à collaborer en vue de parvenir à un accord sur les questions qui restent en suspens", avait déclaré le porte-parole du Département d'Etat américain, Matthew Miller, s'exprimant devant les journalistes jeudi.

Dereck Hogan, un adjoint du Secrétaire d'Etat, avait révélé en début de semaine que Washington "a mis en avant un certain nombre d'idées " visant à aider les parties à surmonter les points de désaccord, précisant que ceux-ci portaient sur la délimitation de la frontière arméno-azérie, "l'écart entre les positions des forces arméniennes et azéries " déployées le long de la frontière, et " les droits et la sécurité des Arméniens autochtone au Haut-Karabagh ".

Au cours des récents pourparlers, les parties auraient accompli selon Washington, des progrès majeurs sur la voie d'un traité bilatéral par lequel chaque partie s'engagerait sur une reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale. Au risque de provoquer une levée de boucliers dans le Haut Karabagh et au sein de la société arménienne, Nikol Pachinian avait confirmé sans équivoque lundi que Erevan serait ainsi disposé à reconnaître la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh. Un autre haut responsable américain a salué la déclaration de Pachinian, qui a été aussitôt dénoncée par l'opposition en Arménie comme par les autorités du Karabagh. Mais les négociations sous l'égide de la Russie n'élargissent guère la marge de manœuvre de l'Arménie, face à l'Azerbaïdjan qui sait bien mieux jouer des relations cordiales qu'il entretient tant avec la Russie qu'avec l'Occident.

Les négociations entre Aliev et Pachinian sous l'égide de Poutine à Moscou jeudi en ont fait une fois encore la démonstration. Et alors que les deux leaders doivent se rencontrer cette semaine en Moldavie, aux portes de la Russie, sous l'égide cette fois de l'Union européenne, le président Aliev a fait une fois encore monter les enchères, en se livrant à une nouvelle charge contre les Arméniens du Karabagh, appelés à se soumettre ou à se démettre. L'agence de presse Reuters, citant l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, avait indiqué vendredi qu'un traité de paix arméno-azéri pourrait être signé en marge du sommet européen de Chisinau. Mais le ministère arménien des affaires étrangères a apporté aussitôt un démenti, en précisant que la signature d'un tel texte « n'est pas inscrite à l'agenda" de ce sommet. "Comme nous l'avons noté à maintes reprises, la partie arménienne sera prête à signer l'accord que lorsque les questions clés auront été réglées ", a indiqué le ministère arménien dans une réponse écrite aux questions du Service arménien de RFE/RL, en ajoutant : "Nous pensons que les discussions sur ces questions continueront pendant et après la rencontre prévue en marge du [sommet] de la Communauté politique européenne à Chisinau le 1^{er} juin ".

4.Le Monde

26 mai 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/26/poutine-s-affiche-en-mediateur-entre-l-armenie-et-l-azerbaïdjan_6174955_3210.html

Poutine s'affiche en médiateur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le chef du Kremlin a accueilli des pourparlers de paix jeudi, à Moscou, entre les dirigeants des deux pays du Caucase. Aucun accord n'a émergé à l'issue de la rencontre.

Après des entretiens à Washington et Bruxelles, Nikol Pachinian, le premier ministre arménien, et Ilham Aliiev, le président de la République azerbaïdjanaise, se sont rencontrés jeudi 25 mai, à Moscou, sous l'égide de Vladimir Poutine, pour tenter d'avancer sur les négociations de paix entre ces deux nations du Caucase du Sud, en conflit sur l'enclave disputée du Haut-Karabakh. Les discussions se sont concentrées sur la restauration des transports entre les deux pays. Le chef du Kremlin a affirmé que les divergences entre Bakou et Erevan sur la question étaient « *purement techniques* » et « *surmontables* ». M. Pachinian, a déclaré que les deux parties « *progressent bien dans la normalisation de leurs relations, sur la base de la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale* ». Aucun accord n'a été signalé à l'issue de la rencontre.

Lire aussi : [Haut-Karabakh : « Il est possible d'en finir avec ce conflit », dit la cheffe de la diplomatie française en Azerbaïdjan](#)

Avec cette réunion, la Russie, affaiblie par la guerre en Ukraine, entend montrer qu'elle conserve son influence dans la région et ne compte pas laisser à la manœuvre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), très investis dans des initiatives parallèles pour parvenir à un accord. « *Le plus surprenant, c'est la convergence accidentelle entre les Occidentaux et la Russie* [sur ce

dossier], *malgré la guerre en Ukraine*, relève Richard Giragosian, directeur du centre de recherche Regional Studies Center, à Erevan. *Mais Moscou a bel et bien perdu l'initiative diplomatique, et ni l'Arménie ni l'Azerbaïdjan ne veulent donner une victoire à Poutine.* »

5. Le Figaro

26 mai 2023

[Arménie-Azerbaïdjan: la paix avance à tout petits pas \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Arménie-Azerbaïdjan: la paix avance à tout petits pas

DÉCRYPTAGE - La frustration a prédominé au terme de la rencontre entre les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à Moscou jeudi.

La rencontre trilatérale de Moscou n'aura duré que vingt minutes. C'est la plus courte qu'ait jamais tenue Vladimir Poutine avec son homologue azerbaïdjanais, [Ilham Aliev](#), et le premier ministre arménien, [Nikol Pachinian](#). Les trois hommes se rencontrent régulièrement depuis la «[deuxième guerre du Haut-Karabakh](#)» de l'automne 2020, remportée par Bakou. Au terme de cet entretien où le Kremlin espérait faire signer un accord au moins sur le rétablissement des chemins de fer entre les deux Républiques du Caucase du Sud, la frustration se lisait sur les visages des uns et des autres.

Le président russe a tenté de sauver la face, prétendant qu'il ne resterait plus à régler que des questions techniques et de terminologie pour rouvrir les voies de communication dans la région. Mais c'est sur la terminologie que M. Aliev s'est appuyé pour faire échouer la discussion. Lors d'une autre réunion ce 25 mai, le président azerbaïdjanais a évoqué la nécessité d'ouvrir le «corridor de Zanguézour». Se sont...

Cet article est réservé aux abonnés.

6.L'Express

25 mai 2023

[La grande solitude géopolitique de l'Arménie, par Frédéric Encel - L'Express \(lexpress.fr\)](https://www.lexpress.fr/la-grande-solitude-geopolitique-de-l-armenie-par-frederic-encel)

La grande solitude géopolitique de l'Arménie, par Frédéric Encel

Ancienne république soviétique, ce petit pays du Caucase au passé douloureux concentre toutes les difficultés possibles. Rares sont les peuples à avoir autant souffert, rares les Etats à pâtir d'autant de faiblesses et de fragilités structurelles. En 1915, peu après les grands massacres de 1894-1896, 1,5 million de civils arméniens sont exterminés par le gouvernement jeune-turc de l'Empire ottoman finissant, des centaines de milliers de rescapés étant à la fois spoliés et dispersés au Proche-Orient et en Occident. Seul subsiste dans

l'extrême est du pluriséculaire territoire arménien un pauvre arpent montagneux du Caucase, autour de la modeste cité d'Erevan, où est proclamée la Ire République, rapidement annexée à l'Union soviétique naissante. Dès l'indépendance en 1991, la Ire République d'Arménie a la guerre en partage avec l'Azerbaïdjan voisin sur la question litigieuse du [Haut-Karabakh](#), terre très majoritairement peuplée d'Arméniens depuis des siècles mais machiavéliquement donnée par Staline à la République soviétique azérie en 1921.

LIRE AUSSI >> [Haut-Karabakh : aux confins de l'Arménie, un drame à huis clos](#)

Aujourd'hui, l'Arménie concentre à peu près toutes les difficultés géopolitiques possibles, à commencer par celles d'ordre géographique : une terre montagneuse peu propice à l'agriculture intensive, l'absence d'accès à la mer (faiblesse rédhibitoire en pleine mondialisation commerciale), gravissime conséquence de l'expulsion et la destruction des Arméniens d'Anatolie en 1915 connectés à la mer Noire comme à la Méditerranée, et la rareté de ressources naturelles commercialisables précieuses.

Mais c'est le contexte géopolitique de l'Arménie qui met en relief l'ingratitude de cette géographie. Non seulement deux de ses quatre voisins - la Turquie et l'Azerbaïdjan alliés - lui sont hostiles, mais le second est en guerre ouverte depuis 1991, et a fortiori depuis son offensive victorieuse de 2020 et le blocus des 120

000 habitants du Karabakh qui prévaut depuis. Or, ces coalisés sont bien plus peuplés et riches que l'Arménie, et, en outre, ils cherchent à joindre leurs frontières ; pour ce faire, il faudrait sectionner l'étroit corridor du Zanguezour (dit aussi de Meghri). Les deux autres voisins, la Géorgie au nord et l'Iran au sud, ne constituent pas un contrepoids, faute d'alliance entre eux et de chacun d'eux avec Erevan, et parce que la première est pauvre (et partiellement occupée par l'armée russe), et le second entravé par les sanctions internationales liées au dossier nucléaire. Tout aussi grave, le véritable allié statutaire de l'Arménie, la Russie, a gravement failli en ne la défendant ni lors de l'offensive de l'armée azerbaïdjanaise de septembre 2020 contre le Haut-Karabakh ni depuis, contre les incursions de celle-ci à ses frontières pourtant internationalement reconnues. Las, l'alternative à Moscou n'existe pas ; jamais les Etats-Unis ne prendront le risque d'intervenir militairement loin de leurs bases dans un espace aussi dangereux et sans intérêt majeur.

Énergie du désespoir

On ajoutera que le régime arménien n'a guère brillé, comme le reconnaissent même les plus fervents partisans de la cause : après la victoire de 1994, arrachée avec l'énergie du désespoir, rien n'a été sérieusement pensé. A l'extérieur, on n'entreprit ni annexion, ni reconnaissance, ni retrait partiel du Karabakh disputé, ni même adaptation stratégique, privilégiant un attentisme qui, à terme, a fini par favoriser l'Azerbaïdjan producteur de pétrole. À l'intérieur, on maintint la corruption (contestée par les citoyens arméniens eux-mêmes ces dernières décennies) et une absence de politique sociale et démographique, alors même que les niveaux de natalité et de flux migratoires étaient alarmants.

LIRE AUSSI >> ["Je suis terrifiée" : en Arménie, la crainte du dépeçage face à l'Azerbaïdjan](#)

Deux seuls atouts subsistent : d'abord, une diaspora active et relativement puissante, en Europe et aux Etats-Unis notamment, qui contribue à couvrir certains besoins sociaux et humanitaires et à encourager des gouvernements à élever la voix ; ensuite, le refus de l'Iran de voir l'Etat rival azerbaïdjanais - accusé d'irrédentisme sur la région de Tabriz - et la Turquie sunnite et néo-impériale se renforcer mutuellement au détriment d'une Arménie a contrario inoffensive. Ces deux éléments positifs pourront peut-être empêcher Bakou

d'envahir le corridor de Zanguezour, non de conférer à Erevan une puissance dissuasive pérenne.

La France, au regard de sa longue et réelle proximité avec le peuple arménien, et parce que membre permanent du Conseil de sécurité et du groupe de Minsk et principale puissance politico-militaire de l'UE, devrait jouer un rôle bien plus actif. L'Histoire nous enseigne que négliger de fidèles amis dans le besoin finit souvent par coûter cher...

7.Armenpress

29 mai 2023

[Les déclarations d'Aliyev signifient-elles le rejet des accords de Bruxelles? Pashinyan demande des explications | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Les déclarations d'Aliyev signifient-elles le rejet des accords de Bruxelles? Pashinyan demande des explications

EREVAN, 29 MAI, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a déclaré que le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avait fait plusieurs déclarations incompréhensibles hier.

Aliyev avait déclaré que la délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne devait se faire que sous les conditions de l'Azerbaïdjan.

Le Premier ministre Pashinyan a déclaré le 29 mai que la dernière déclaration d'Aliyev nécessitait une clarification, afin de savoir si Aliyev renonce ou non aux accords de Bruxelles.

À Bruxelles, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont accepté de reconnaître réciproquement l'intégrité territoriale de l'autre, soit 29 800 kilomètres carrés et

86 600 kilomètres carrés respectivement.

"À cet égard, plusieurs déclarations faites hier par le président azerbaïdjanais sont pour le moins incompréhensibles. Je pense que l'Azerbaïdjan et les partenaires internationaux devraient au moins clarifier si cela signifie un rejet des accords conclus à Bruxelles. Nous devons vraiment obtenir la réponse à cette question de la part de nos partenaires", a déclaré M. Pashinyan.

La déclaration de M. Aliyev est très proche de constituer un abandon, et une clarification est donc nécessaire, a déclaré M. Pashinyan.

8.Les Nouvelles d'Arménie

29 mai 2023

[Quid des deux soldats arméniens enlevés par l'Azerbaïdjan ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Quid des deux soldats arméniens enlevés par l'Azerbaïdjan ?

Deux soldats arméniens ont été capturés par les forces azerbaïdjanaises vendredi en fin de journée dans ce que le ministère arménien de la défense a décrit ce week-end comme une incursion transfrontalière.

Le ministère a déclaré que les soldats, Harutiun Hovakimian et Karen Ghazarian, étaient tombés dans une embuscade et avaient été « kidnappés » après avoir livré de l'eau et de la nourriture aux unités de l'armée arménienne qui gardaient la frontière avec l'Azerbaïdjan. Elle a publié des photographies de leur camion militaire abandonné, retrouvé dans une zone boisée de la province de Syunik, dans le sud-est du pays.

La partie azerbaïdjanaise a affirmé que Hovakimian et Ghazarian avaient été faits prisonniers lors d'une attaque de sabotage contre un avant-poste de l'armée azerbaïdjanaise. Elle s'est empressée de porter une série d'accusations criminelles, y compris de « terrorisme », contre les militaires.

Le ministère de la défense d'Erevan a rejeté cette allégation en la qualifiant de « désinformation ». Il a déclaré que le fait qu'un fusil d'assaut appartenant à l'un des soldats ait été retrouvé à l'intérieur du camion prouve seulement qu'ils n'ont

pas pu mener d'attaques armées sur le territoire azerbaïdjanais.

La mère de Hovakimian a déclaré au service arménien de RFE/RL que ce soldat contractuel de 34 ans s'occupait depuis des années de l'approvisionnement en nourriture des troupes qui occupaient les postes frontaliers arméniens dans la réserve forestière de Shikahogh, à Syunik.

« Il faisait toujours des allers-retours par cette route », a-t-elle déclaré. "Il la connaît très bien et n'aurait pas pu s'en écarter d'un pouce.

Le gouvernement arménien a demandé à la Cour européenne des droits de l'homme d'ordonner aux autorités azerbaïdjanaises de fournir des informations urgentes sur l'état de santé et les conditions de détention des soldats. La Cour de Strasbourg n'avait pas encore statué sur cette demande lundi après-midi.

Hovakimian et Ghazarian ont été capturés plus d'un mois après que deux soldats azerbaïdjanais aient été détenus en Arménie. Bakou a déclaré qu'ils s'étaient égarés en territoire arménien depuis l'enclave du Nakhitchevan en raison d'un épais brouillard et a exigé leur libération.

L'un des conscrits azerbaïdjanais a été accusé du meurtre d'un habitant de Syunik un jour avant sa détention. L'autre a été condamné à 11,5 ans de prison par un tribunal arménien le 8 mai.

ARTSAKH

9.Nor Haratch

29 mai 2023

[Selon Aliev, il n'y a qu'un seul moyen pour les Arméniens d'Artsakh : « Obéir aux lois de l'Azerbaïdjan, jeter tout ce qui se rapporte à la notion d'État à la poubelle et dissoudre le parlement » - Nor Haratch](#)

Selon Aliev, il n'y a qu'un seul moyen pour les Arméniens d'Artsakh : « Obéir aux lois

de l'Azerbaïdjan, jeter tout ce qui se rapporte à la notion d'État à la poubelle et dissoudre le parlement »

Le 28 mai, le président azerbaïdjanais Aliev s'est rendu dans la région de Berdzor, passée sous le contrôle des forces azéries. Selon les médias locaux, il a déclaré lors d'une réunion avec les habitants de la région que les Azéris n'auraient jamais pu « *accepter que Latchine (Berdzor) et Kelbadjar (Karvadjar) restent entre les mains de l'Arménie* », et que la deuxième guerre d'Artsakh est « *une page glorieuse* » de leur l'histoire, que « *l'Arménie n'a toujours pas pu atténuer la douleur et panser les blessures de cette amère défaite...* ».

Il a assuré que « *la circulation de l'Arménie vers la région du Karabakh en Azerbaïdjan et dans le sens inverse est sous contrôle total* ».

S'adressant aux Arméniens d'Artsakh, Aliev a affirmé : « *Votre dossier est clos. Le dossier " Unification " est clos, la fin du séparatisme a sonné. Les rêves d'indépendance sont partis là où était le statut. Et le statut, nous l'avons envoyé là où il fallait, pendant la seconde guerre du Karabakh.* »

« *Les Arméniens d'Artsakh n'ont qu'une seule voie à suivre : jeter tout ce qui se rapporte à la notion d'État à la poubelle, dissoudre le parlement et obéir aux lois de l'Azerbaïdjan* », a-t-il déclaré.« *Après la reconnaissance de notre intégrité territoriale par Erevan, il n'y a pratiquement plus d'obstacles sérieux et l'accord de paix peut être signé à l'avenir* »

Selon les médias azerbaïdjanais, Aliev a également déclaré que le traité de paix entre Bakou et Erevan pourrait être signé à l'avenir, mais seulement si l'Arménie ne changeait pas à nouveau sa position.

« *Après la reconnaissance de notre intégrité territoriale par Erevan, il n'y a pratiquement plus d'obstacles sérieux et l'accord de paix peut être conclu bientôt* », a-t-il déclaré.

29 mai 2023

[La réponse de l'Assemblée nationale d'Artsakh à Aliev – Nor Haratch](#)

La réponse de l'Assemblée nationale d'Artsakh à Aliev

« Le peuple d'Artsakh a choisi la voie de l'autodétermination, de la souveraineté et de l'État »

L'Assemblée nationale de la République d'Artsakh a publié une déclaration le 29 mai en réponse aux déclarations d'Aliev la veille.

Vous trouverez ci-dessous les principaux passages de cette déclaration :

« Les déclarations du président azerbaïdjanais du 28 mai contenaient une fois de plus des menaces explicites contre le peuple et les autorités de l'Artsakh, violant les normes bien connues du droit international et les obligations internationales contractées par ce pays.

Réclamant cette fois la dissolution des organes démocratiquement élus du peuple d'Artsakh, de la Présidence et de l'Assemblée nationale, ainsi que du reste des institutions de l'État, le dirigeant azerbaïdjanais a une fois de plus prouvé qu'il était prêt à poursuivre la mise en œuvre de la politique de nettoyage ethnique et de l'occupation de territoires par l'usage de la force et la menace. C'est une autre preuve que le peuple d'Artsakh ne peut tout simplement pas vivre en Azerbaïdjan en raison des dangers existentiels découlant de la politique anti-arménienne de ce pays.

Le peuple d'Artsakh a choisi la voie de l'autodétermination, de la souveraineté et de l'État, dont les piliers sont le Président et l'Assemblée nationale. Par conséquent, nous condamnons fermement de telles atteintes au droit à l'autodétermination, à la souveraineté et à la sécurité du peuple d'Artsakh, ainsi qu'à la paix dans la région et aux menaces de reprise des opérations militaires.

(...)

Il est du devoir de la communauté internationale de garantir la sécurité du peuple d'Artsakh, qui ne représente aucune menace pour la paix internationale et s'efforce simplement de vivre librement et dignement sur sa terre natale, conformément aux normes du droit international.

L'Assemblée nationale de la République d'Artsakh, en tant que plus haute instance élue par le peuple, malgré les menaces répétées de l'Azerbaïdjan, continue de remplir sa mission principale de construction de l'État et de protection de nos droits à vivre librement. »

11. Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

[Aliev menace ouvertement de procéder à un nettoyage ethnique déclare le \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Aliev menace ouvertement de procéder à un nettoyage ethnique déclare le ministère arménien des Affaires étrangères

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie a attiré l'attention de la communauté internationale sur les déclarations belliqueuses répétées du président azéri Ilham Aliev le 28 mai, qui visent à faire avorter les efforts de la République d'Arménie et des partenaires internationaux visant à établir la paix, la stabilité et la sécurité dans la région.

La déclaration du MAE de la RA indiquait : "Contrairement à la Charte des Nations Unies, en réponse à l'engagement écrit de s'abstenir de recourir à la force ou à la menace de la force pris dans la déclaration tripartite de Sotchi le 31 octobre 2022, des engagements verbaux similaires pris à plusieurs reprises dans d'autres plateformes, ainsi que les négociations en cours sur la réglementation des relations bilatérales relations, le président azéri menace à nouveau la République d'Arménie de recourir à la force et la population du Haut-Karabakh de nettoyage ethnique. :

Il est nécessaire de noter que les dirigeants azéris continuent de violer et d'ignorer les accords précédemment conclus, y compris les dispositions de la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, ainsi que les principes fondamentaux du droit international. En témoignent les propos du président Aliiev selon lesquels, en contrôlant le corridor de Latchine, l'Azerbaïdjan a perturbé la connexion entre le Haut-Karabakh et l'Arménie. De plus, dans le même contexte, ce dernier menace ouvertement de procéder à un nettoyage ethnique si les Arméniens du Haut-Karabakh ne « tirent pas les leçons » du blocage du corridor de Latchine.

Malheureusement, les violations des accords et des engagements ne se limitent pas à cela. Au lieu d'entamer un dialogue avec les représentants du Haut-Karabakh dans le cadre du mécanisme international, le président azéri les menace de représailles et de poursuites pénales. Dans le même temps, il est démontré que l'Azerbaïdjan ne veut pas résoudre les problèmes existants, mais avancer sur le principe « il n'y a pas d'Arméniens du Haut-Karabakh, il n'y a pas de problème du Haut-Karabakh ». Une telle façon de travailler contredit également la logique des négociations en cours, y compris les démarches des acteurs menant une mission de médiation au règlement.

Il est incontestable que la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ne peut être interprétée comme l'autorisation de procéder à un nettoyage ethnique contre la population du Haut-Karabakh. La République d'Arménie attire l'attention de la communauté internationale, y compris des acteurs de la médiation, sur le fait que le président azerbaïdjanais, par sa déclaration, prépare le terrain pour une nouvelle action agressive contre la population du Haut-Karabakh et la prive du droit de vivre librement, en toute sécurité et dans la dignité dans leur patrie.

Il convient de noter que le président azéri non seulement profère des menaces de génocide contre la population du Haut-Karabakh, mais remet également en question l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Arménie. En fait, le président de l'Azerbaïdjan défie toute la société civilisée en menaçant d'occuper par la force de nouveaux territoires souverains de l'Arménie. En outre, il est souligné que même la présence de la mission d'observation de l'UE le long de la frontière internationale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne peut arrêter les ambitions de répondre aux revendications territoriales de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie.

L'Arménie est résolue dans la voie qu'elle a choisie pour instaurer la paix dans la région. Malheureusement, comme le montrent la rhétorique et les actions agressives des dirigeants azéris, cet État ne voit pas la solution aux problèmes par la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie avec les frontières définies par la déclaration d'Alma-Ata et s'occuper des droits et de la sécurité de la population du Haut-Karabakh, mais en recourant à la menace et à la force militaire.

Afin d'empêcher de tels développements, tous les partenaires intéressés par la paix et la stabilité du Caucase du Sud sont tenus de présenter des évaluations sans équivoque et sans équivoque ».

Krikor Amirzayan

12.Les Nouvelles d'Arménie

29 mai 2023

[Le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan a répondu aux déclarations \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan a répondu aux déclarations d'Aliev

Il y a quelques jours à peine, le président de la République de l'Artsakh a appelé le peuple et les autorités azéris à mettre fin à la haine et à la politique génocidaire à l'encontre du peuple de l'Artsakh, à accepter véritablement le principe d'égalité des peuples établi par le droit international et le titre et les droits du peuple arménien autochtone de l'Artsakh.

Lusine Avanesyan, porte-parole du président de la République de l'Artsakh, l'a déclaré lors d'une conversation avec « *Artsakhpress* » en réponse à la déclaration d'Aliev, hier, concernant la dissolution des attributs de l'État en Artsakh.

"Dans le même temps, le président Arayik Harutyunyan a exprimé sa volonté

d'entamer un dialogue au format international, fondé sur les normes et principes du droit international, en particulier sur les principes d'égalité et d'autodétermination des peuples, de non-recours à la force et à la menace. de la force, le règlement pacifique des différends et les principes d'intégrité territoriale.

Ce n'est pas la première fois que l'Azerbaïdjan parle de manière menaçante au peuple d'Artsakh après la déclaration tripartite d'un cessez-le-feu, nous avons vu et continuons de voir des manifestations d'agression sous la forme d'opérations de combat locales, de blocus, d'énergie et d'autres pressions.

Cette fois, le président azéri a ajouté des exigences illégales aux autorités élues du peuple d'Artsakh. Le président et l'Assemblée nationale détiennent le mandat principal du peuple d'Artsakh, élu selon des principes démocratiques et sur la base de la Constitution de la République de l'Artsakh. Et le président de l'Azerbaïdjan est bien conscient que la source principale de la subjectivité de l'Artsakh sont ces institutions étatiques, et, en fait, avec de telles exigences, il reconnaît la légitimité et l'importance de ces institutions.

Parallèlement aux efforts internationaux actifs visant à assurer une paix durable dans le Caucase du Sud, les menaces répétées du président azerbaïdjanais contre le peuple et l'État de l'Artsakh visent à saper la perspective de l'efficacité de ces efforts. Soulignant une fois de plus que l'Azerbaïdjan ne respecte aucun principe ni aucune obligation internationale, le président Arayik Harutyunyan réaffirme les dispositions de son message du 23 mai adressé aux parties à la déclaration tripartite et au Conseil de sécurité de l'ONU » a déclaré Lusine Avanesyan.

Pour rappel, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, lors d'une réunion dans les territoires occupés de Latchine, a déclaré qu'on lui avait récemment posé beaucoup de questions : « *Quel sera le sort des dirigeants du Karabakh ?* » Selon lui, « *le parlement doit être dissous, celui qui se dit »président« doit se rendre, tous les ministres, députés et autres doivent déjà quitter leurs fonctions* ».

Krikor Amirzayan

13.Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

[L'Azerbaïdjan a violé le cessez-le-feu ce matin en Artsakh en utilisant des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan a violé le cessez-le-feu ce matin en Artsakh en utilisant des armes à feu et des mortiers

Aujourd'hui 30 mai, les forces armées azéries ont violé le cessez-le-feu dans la direction nord et est de la ligne de contact en Artsakh, en utilisant des armes légères et des mortiers. Information du ministère de la Défense de l'Artsakh qui a publié un message à ce sujet.

Vers 11h40, selon les informations préliminaires, la partie azérie a tiré 7 fois par un mortier, des projectiles de 60 mm vers l'une des positions arméniennes de défense. La partie arménienne n'a aucune perte. La violation du cessez-le-feu a été signalée au commandement des troupes russes de maintien de la paix.

A 13h00 ce 30 mai, la situation sur la ligne de contact est relativement stable.

Krikor Amirzayan

14.Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

Les Azéris à Berdzor (Artsakh occupée) ont rasé le mémorial aux victimes de la Grande Guerre patriotique

Les Azéris à Berdzor (Latchine) en Artsakh occupé ont rasé le mémorial dédié à la Grande guerre patriotique de 1941-45 situé sur la colline au centre de la ville.

L'information est rapportée par le Service d'État pour la protection de l'environnement historique de la République de l'Artsakh, notant que le Mémorial de la gloire de Berdzor était également dédié aux Arméniens qui sont morts héroïquement dans la région de Kashatagh pendant la guerre de l'Artsakh pour leur survie.

Les noms des héros sont gravés sur trois murs du mémorial. Le Mémorial comprend également trois khachkars. L'un est dédié au «*Régiment*

Spécial ». L'autre est dédiée aux Arméniens tombés en héros lors de la libération de Chouchi et la troisième à Vazgen Sargsyan.

Krikor Amirzayan

TURQUIE

15.Nor Haratch

29 mai 2023

TURQUIE-ARMÉNIE - Message de félicitation de Pachinian à Erdogan, réélu président

Recep Tayyip Erdogan a été réélu président lors du second tour des élections qui s'est tenu le 28 mai.

Selon plus de 99% des urnes qui ont été ouvertes, Erdoğan a obtenu 52,14% des voix et l'opposant Kılıçdaroğlu 47,86%.

Le Premier ministre Nikol Pachinian par un tweet a félicité Erdogan à l'occasion de sa réélection.

« Félicitations au président Erdogan pour sa réélection. Je compte poursuivre le travail commun vers la pleine régulation des relations entre nos pays », a-t-il écrit.

16.Les Nouvelles d'Arménie

30 mai 2023

[Le ministre allemand Cem Özdemir dénonce l'ultranationalisme et \(...\) -](#)

Le ministre allemand Cem Özdemir dénonce l'ultranationalisme et l'Islamisme

Le chancelier allemand a annoncé lundi avoir invité à Berlin le président turc réélu Recep Tayyip Erdogan, lors d'un entretien téléphonique, avec l'objectif de redonner « un nouvel élan » à la coopération entre les deux pays.

L'Allemagne et la Turquie, tous deux membres de l'OTAN, veulent « aborder la coopération entre les deux gouvernements avec un nouvel élan » et « s'entendre sur des priorités communes à un stade précoce », a déclaré le porte-parole d'Olaf Scholz dans un communiqué.

A cette fin, le président Erdogan a été « invité à se rendre à Berlin pour une visite inaugurale », a-t-il ajouté, sans préciser de date.

Entre autres choses, les deux dirigeants « veulent travailler ensemble sur le bon développement en Méditerranée orientale, sur les décisions en cours de prise au sein de l'OTAN et sur les relations de la Turquie avec l'Union européenne », a ajouté le porte-parole allemand.

De son côté la présidence turque a indiqué que M. Erdogan avait plaidé pour que « des initiatives soient prises pour renforcer les relations bilatérales », qui ont été mises à mal ces dernières années.

Berlin a accusé à plusieurs reprises la Turquie de manquements aux règles de l'Etat de droit, en condamnant les incarcérations d'opposants au pouvoir notamment.

Concernant l'Alliance atlantique, les partenaires de l'OTAN attendent notamment avec impatience qu'Ankara approuve la candidature bloquée de la Suède pour rejoindre l'alliance de défense dirigée par les États-Unis.

M. Erdogan bloque cette candidature en accusant Stockholm d'abriter des personnalités de l'opposition turque ayant des liens présumés avec des militants kurdes interdits.

Recep Tayyip Erdogan, qui a recueilli 52,2% des voix selon un décompte quasi définitif, a été reconduit pour un nouveau mandat de 5 ans.

Il a été célébré toute la nuit par ses partisans en Turquie, mais aussi en Allemagne, où vit une importante communauté turque.

Dans ce pays, il a obtenu un score de 67% des voix au sein du collège d'environ 1,5 million de Turcs d'Allemagne appelés à

